

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 17 août 1988

La séance est ouverte à 14 heures.

Prières

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LES ENFANTS

LA REMISE EN CIRCULATION DES CARTES *GARBAGE PAIL KIDS*—
ON DEMANDE D'AMENDER LE CODE CRIMINEL

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, je me lève en Chambre aujourd'hui pour protester violemment contre la remise en circulation des cartes *Garbage Pail Kids*, à Montréal. Ces cartes placées dans les paquets de gomme à mâcher montrent des images d'enfants absolument dégoûtantes et inacceptables. Par exemple, une carte montre un bébé, le coudé aux fesses, dont le cordon ombilical est branché dans une prise de courant. Une autre représente un petit garçon s'ébouillantant les mains sous un robinet d'eau chaude et où on voit sa peau fondre littéralement. Il y a aussi des conseils répréhensibles sur les cartes tels manger jusqu'à vomir et regarder ce que deviennent les aliments absorbés.

Monsieur le Président, à qui la responsabilité? Selon un policier de la Communauté urbaine de Montréal, il n'y a rien qui peut être fait. «Malheureusement, dit-il, les procureurs qu'il a consultés lui ont indiqué qu'aucun recours légal ne peut être entrepris pour empêcher la distribution de ces cartes».

Monsieur le Président, nous faisons face à un problème grave. Nous devons exercer des pressions afin que cesse la distribution de ces cartes. Il est vrai que l'éducation des enfants joue un rôle important, mais si nos lois n'ont rien à offrir pour combler l'abus social que j'ai décrit, il est temps de les reformuler.

Je demande au gouvernement conservateur d'enquêter sur la possibilité d'amender le Code criminel pour prévenir la distribution de ces documents afin que les droits des enfants, les abus qu'on en fait avec les médias et ces annonces dégoûtantes et abusives au sujet des bébés cessent.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PAKISTAN—LE DÉCÈS DU PRÉSIDENT DANS L'ÉCRASEMENT
D'UN AVION

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, nous avons appris ce matin que le président du Pakistan, l'ambassadeur des États-Unis au Pakistan de même que 35 autres civils ont perdu la vie dans l'écrasement d'un avion au Pakistan. Abstraction faite de toute autre considération, la façon dont ils ont trouvé la mort ne peut manquer de frapper tous les députés à la Chambre et tous les citoyens pacifiques et respectueux des lois de notre pays. Étant donné la possibilité d'un assassinat, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander où s'en va le monde dans lequel nous vivons quand n'importe quel dirigeant politique court le risque auquel les chefs d'État font face de nos jours. Cela nous porte à constater la nécessité d'entourer les dirigeants d'une sécurité accrue et à apprécier la paix qui règne dans notre pays.

Je sais qu'abstraction faite de toutes considérations politiques, notre pays adresse ses condoléances aux familles éprouvées.

* * *

LES FAILLITES

LA SAISIE DES BIENS D'UNE ENTREPRISE PAR UNE BANQUE—LA
PERTE DU SALAIRE DES EMPLOYÉS

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, Best Outer Wear Limited, de Spadina, fermait ses portes, cessait de confectionner des manteaux pour dames et mettait à pied 20 travailleurs à qui elle doit en moyenne 1 000 \$ de salaire chacun. Ces derniers ne peuvent pas toucher leur paye parce que la Banque de Montréal, créancière garantie dans cette affaire, a saisi les biens de l'entreprise sans rien laisser pour payer les travailleurs. C'est révoltant puisque la Banque de Montréal a réalisé, en 1982, des bénéfices de 239 millions de dollars sans verser un cent d'impôt. En fait, elle a obtenu un abattement fiscal de 22 millions de dollars.

L'Association des banquiers canadiens estime que, cette année, aucune banque ne paiera d'impôts. Il est inconcevable qu'on impose les travailleurs sur leur salaire afin de subventionner les banques qui ne paient pas d'impôts mais peuvent saisir les salaires des travailleurs. Les banques canadiennes agissent de la même façon en Amérique latine où les travailleurs et les paysans voient leurs enfants malades et sous-alimentés parce que leur pays doit rembourser à nos banques ses emprunts de l'ordre de milliards de dollars.